

## Culture



# La différenciation de la paysannerie montréalaise au XIXe siècle : le problème et les faits

Lise Pilon-Lé

Volume 1, Number 1, 1981

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1077272ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1077272ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Canadian Anthropology Society / Société Canadienne d'Anthropologie (CASCA),  
formerly/anciennement Canadian Ethnology Society / Société Canadienne  
d'Ethnologie

### ISSN

0229-009X (print)

2563-710X (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Pilon-Lé, L. (1981). La différenciation de la paysannerie montréalaise au XIXe siècle : le problème et les faits. *Culture*, 1(1), 48–55.  
<https://doi.org/10.7202/1077272ar>

### Article abstract

The problem of economic differentiation among peasants was differently treated by the culturalists, the russian populists and marxists. Basic assumptions supporting each theory are reviewed. Marxist theory reveals that economic differentiation among peasants is a real phenomenon which can be empirically measured. The critic of Lenine's assumptions and methodology leads us to propose a marxist interpretation of the economic condition of Quebec peasants during the nineteenth century by measuring the degree and the form of their economic differentiation.

Tous droits réservés © Canadian Anthropology Society / Société Canadienne d'Anthropologie (CASCA), formerly/anciennement Canadian Ethnology Society / Société Canadienne d'Ethnologie, 1981

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

**Érudit**

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

# La différenciation de la paysannerie montréalaise au XIX<sup>e</sup> siècle : le problème et les faits

Lise Pilon-Lé  
Université Laval

Les termes « paysans » et « paysannerie » réfèrent à un contenu variable selon les réalités sociales qu'ils recouvrent. Leur définition soulève deux problèmes théoriques : délimiter les contours externes de la paysannerie en tant que classe distincte au sein d'une formation sociale et préciser sa composition interne. Malgré des divergences théoriques certaines, il existe un consensus minimal sur le premier problème dont nous ne traiterons pas ici. Le problème qui retient notre attention est celui de la composition interne de la paysannerie en fonction des rapports sociaux qui prédominent dans l'agriculture. La manière de poser le problème oriente la recherche des faits et leur mesure empirique. Après avoir passé en revue les positions théoriques et culturalistes, des populistes et des marxistes russes sur la différenciation de la paysannerie, nous tenterons de démontrer l'utilité du schéma marxiste d'analyse pour saisir les particularités de la paysannerie montréalaise au XIX<sup>e</sup> siècle et plus particulièrement dévoiler les mécanismes qui fondent son hétérogénéité.

## *1. Les théories de la différenciation de la paysannerie*

Les culturalistes<sup>1</sup> identifient la paysannerie à une totalité culturelle distincte et fortement intégrée dans le cadre d'une communauté villageoise. Ils parlent d'une « société paysanne », de « culture paysanne », de « milieu rural » qu'ils identifient implicitement à la « société traditionnelle ». Ces termes réfèrent à deux

oppositions de nature culturelle : ville/campagne, société traditionnelle/société moderne. Cette opposition maximise les différences entre les groupes et tend à minimiser les différences internes. La société paysanne est considérée harmonieuse et homogène par nature. Le facteur culturel prédomine dans la définition de la paysannerie qu'ils utilisent et les conduit à exclure du champ de la théorie l'existence même du phénomène de la différenciation sociale. La société paysanne forme une unité culturelle distincte de l'ensemble dont elle fait partie et les rapports économiques jouent un rôle nettement secondaire dans la détermination de sa nature.

Définir la paysannerie par ses caractéristiques socio-économiques plutôt que culturelles oblige à reconnaître l'existence du phénomène de la différenciation. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les populistes et les marxistes russes se sont opposés sur la manière d'évaluer les causes et l'importance à partir d'une définition socio-économique de la paysannerie. La différenciation entre les paysans est-elle d'origine démographique ou sociale ? S'agit-il d'un phénomène marginal ou d'une tendance centrale de l'évolution de la paysannerie ?

L'enjeu politique de ce débat est alors celui de la direction à donner à la modernisation de l'agriculture russe. Les populistes, notamment Chayanov, privilégient la conservation d'une paysannerie moyenne. Ils proposent d'intensifier la production agricole en améliorant les techniques culturelles et de mettre en place

des coopératives agricoles de production. Les marxistes proposent au contraire la nationalisation du sol parce qu'ils croient que la pénétration du capitalisme dans l'agriculture conduit à la disparition de la paysannerie au profit des rapports capitalistes. Le modèle de référence de chaque projet social est opposé : l'exploitation familiale du paysan moyen chez les populistes ; l'entreprise agricole capitaliste où la paysannerie a disparu pour laisser place à une bourgeoisie et un prolétariat agricole chez les marxistes.

La question de la nature de la différenciation constitue un point majeur d'opposition au niveau théorique et méthodologique.

La théorie populiste, telle que systématisée par Chayanov, minimise l'importance de la différenciation en lui attribuant une cause démographique plutôt que sociale. La démographie constituerait la seule source d'inégalité socio-économique entre les paysans à deux niveaux : celui du cycle domestique de l'exploitation familiale et celui de la densité de population d'une région. Chayanov a inventé le concept de « différenciation démographique » pour décrire ce type d'inégalité entre les paysans qui suppose l'absence de différenciation économique significative. Ce concept s'oppose au concept marxiste de différenciation des classes dans la paysannerie (Thorner, 1966: xi-xxv).

Ce concept de Chayanov isole l'exploitation familiale au niveau de l'analyse en faisant abstraction de son environnement économique pour en étudier le fonctionnement et les mécanismes de reproduction. L'exploitation familiale devient une entité autonome et, de ce point de vue micro-social, on ne peut observer les effets de la pénétration du capitalisme dans l'agriculture. L'inégalité de grandeur et de richesse des fermes correspond à la diversité des stades du cycle domestique. C'est la grandeur de la famille en termes de nombre effectif de travailleurs qui explique les variations dans la grandeur et la richesse des fermes de génération en génération.

La différenciation démographique suppose l'égalité socio-économique des producteurs puisque le cycle domestique se reproduit. Ce concept contient trois postulats sur la nature de l'économie paysanne : 1. l'accès à la terre, même s'il varie à court terme, est stable à long terme ; 2. une quantité fixe de terre, des contraintes techniques et les motivations de subsistance limitent l'accumulation chez les paysans ; 3. les rendements décroissent à long terme.

L'économie paysanne apparaît donc statique et incapable de s'orienter vers le capitalisme par elle-même. C'est une économie naturelle où le capitalisme n'a pas encore détruit l'harmonie d'une société paysanne récemment libérée du servage. Chayanov idéalise la commune paysanne russe et s'aveugle à la réalité de la pénétration du capitalisme dans l'agriculture en situant son analyse uniquement au point de

vue micro-social de la ferme familiale.

La démonstration théorique de Chayanov s'appuie sur un matériel statistique fourni par les *Zemstvov*, recensements agricoles répétés à intervalles réguliers pendant près d'un siècle par les économistes agricoles. Les marxistes utilisent le même matériel statistique pour réfuter les populistes. L'interprétation de ces matériaux statistiques suppose le choix d'un indice de groupement des maisonnées qui maximise les variances intergroupes. Chayanov choisit deux indices : *la grandeur de la famille* en termes de travailleurs et *la terre communale par personne*. Ceux-ci lui permettent de démontrer que 90% des paysans russes appartiennent au groupe moyen et que le cycle domestique constitue la seule source d'inégalité. En regroupant dans le groupe moyen tous ceux qui cultivent plus de 15 hectares, Chayanov range dans la même catégorie les paysans moyens et aisés et gonfle ainsi les effectifs du groupe moyen.

La théorie populiste rejoint de ce point de vue les culturalistes en concevant la paysannerie comme une entité statique, indépendante de son environnement économique et socialement homogène. Dans les deux cas, on suppose l'égalité socio-économique des producteurs.

Chez les marxistes comme Lénine et Kautsky, l'inégalité entre les paysans est de nature socio-économique et liée aux modalités de pénétration du capitalisme dans l'agriculture. Les paysans forment une collection hétérogène de couches ou de classes différenciées par leurs caractéristiques socio-économiques.

Le processus de différenciation résulte de la création d'un marché capitaliste où la terre et la force de travail sont devenues des marchandises. Le marché intérieur se divise en deux secteurs : les produits de consommation et les biens de production. La pénétration du capitalisme dans l'agriculture prend la forme de la décomposition de la paysannerie qui polarise les paysans en classes opposées à partir des couches extrêmes au détriment des paysans moyens voués à la disparition par fusion avec l'un des groupes extrêmes. Les couches moyennes et pauvres se prolétarisent, les paysans aisés forment une bourgeoisie rurale. La prolétarianisation crée un marché des produits de consommation puisque l'auto-consommation paysanne disparaît. La transformation des paysans aisés en bourgeois ruraux ouvre un marché pour les biens de production.

Les paysans se distinguent entre eux par leurs relations à la terre et aux moyens de production. Pour maximiser la variance intergroupe des variables indépendantes, Lénine choisit un indice unique, *la quantité de terre cultivée par ferme* qui représente la richesse des fermes en l'absence d'une estimation précise de la valeur de l'avoir paysan. Il permet de reconnaître la différenciation économique entre les paysans et de la

mesurer empiriquement. Ainsi, les paysans pauvres possèdent moins de 15 hectares de terre cultivée, les paysans moyens ont de 15 à 25 hectares et les paysans aisés plus de 25 hectares. Selon ce critère, les paysans aisés représentent 20% des paysans mais leur importance se mesure plus à leur part dans la production agricole qu'à leur nombre. Les chiffres moyens sont trompeurs pour la paysannerie car ils ont tendance à masquer les différences socio-économiques réelles. Le rapport aux moyens de production révèle la différenciation quand l'indice choisi produit de grandes variations intergroupes (Harrison, 1977a). Les indices de Chayanov masquent l'extension de l'inégalité dans les campagnes parce qu'ils minimisent la variance des variables dépendantes. L'indice de Lénine révèle la différenciation parce qu'il situe le lieu de l'inégalité dans la relation aux moyens de production et à la terre.

L'utilisation du modèle léniniste de différenciation pose toutefois deux problèmes si on veut l'appliquer à d'autres matériaux. Le premier relève de la théorie elle-même, le second concerne la méthode de démonstration empirique.

La théorie léniniste de la différenciation repose sur un postulat qui oriente l'interprétation des faits : la disparition à plus ou moins long terme des paysans moyens au profit de la grande ferme capitaliste. L'évolution de la paysannerie dans la majorité des pays occidentaux et même en Russie contredit ce postulat. Le développement du capitalisme n'a pas éliminé les paysans moyens mais les a maintenus au prix d'une forte diminution de leurs effectifs et d'une mécanisation poussée. Selon certains spécialistes russes des années 1930, la Révolution aurait contribué à renforcer la paysannerie moyenne dans un premier temps plutôt qu'à la faire disparaître. Alors que Chayanov a surestimé l'indépendance des paysans par rapport au capitalisme, Lénine a, de son côté, sous-estimé sa capacité de survie dans le capitalisme et son importance sociale. La théorie de la différenciation se confond avec celle de la décomposition de la paysannerie et avec l'aboutissement du processus, la constitution de classes opposées selon un rapport de production capitaliste dans l'agriculture.

Du côté de la démonstration empirique de la différenciation, l'indice de la surface cultivée pour mesurer la relation aux moyens de production pose problème en raison de l'absence d'une estimation de la valeur réelle de l'avoir paysan. L'appareil statistique sur lequel repose cette mesure suppose constantes les relations entre l'indice choisi et les autres variables de la richesse des fermes, soit la valeur des récoltes, les superficies non-cultivées, la richesse des maisonnées et la richesse per capita (Harrison, 1977a). Pour mesurer la différenciation, on doit postuler que la surface cultivée correspond réellement à la richesse des fermes en termes de moyens de production et de terre. S'il existe une quelconque différence entre les varia-

bles supposées constantes, la mesure de la différenciation n'est plus qu'approximative. La preuve scientifique de l'existence de ce phénomène et de la nature de son ampleur devient plus controversée. Ce problème de mesure empirique du phénomène de la différenciation pourrait être résolu en estimant la valeur réelle des moyens de production et en choisissant des indices qui reflètent effectivement la relation aux moyens de production.

Le problème théorique soulevé par l'analyse léniniste de la différenciation est plus complexe. Est-il possible de parler de différenciation socio-économique entre les paysans sans la lier nécessairement au processus de décomposition dont parle Lénine et à la forme qu'elle prend au début du XX<sup>e</sup> siècle en Russie? Autrement dit, le concept de différenciation est-il utile pour comprendre les mécanismes de transformation de l'agriculture dans nos sociétés? Au Québec, on observe que la décomposition de la paysannerie prend une direction différente de celle que Lénine a théorisée quant à ses résultats: la grande ferme capitaliste n'existe pas, l'expulsion des pôles extrêmes de l'agriculture s'effectue au profit de la consolidation d'une paysannerie moyenne qui se différencie par obligation d'élever la composition organique du capital investi dans l'agriculture.

La seconde partie présente des matériaux sur le phénomène de la différenciation socio-économique des paysans de la région montréalaise au XIX<sup>e</sup> siècle sous le régime seigneurial et après son abolition. Un schéma marxiste d'analyse a guidé l'analyse de ces matériaux sans tenter d'appliquer le modèle léniniste qui présente des problèmes théoriques et empiriques soulignés plus haut. L'analyse d'un corpus d'environ 500 actes notariés contenant des données quantifiables sur l'avoir paysan a permis de réaliser une mesure empirique de la différenciation au cours de la période étudiée. Ces matériaux ont été recueillis par tranches de 25 à 30 ans à partir d'un échantillon d'actes notariés couvrant les périodes suivantes : 1793-1823, 1824-1854, 1855-1875, 1876-1904.

La recherche historique sur le XIX<sup>e</sup> siècle au Québec présente une connaissance largement incomplète sur l'histoire économiques de la période et en particulier l'agriculture. Les œuvres de Ouellet (1966 et 1978) et Hamelin (1975) ont constitué une percée importante dans le domaine, l'un pour la première moitié du siècle, l'autre pour la seconde moitié. L'histoire de l'agriculture québécoise et des rapports sociaux à la campagne au XIX<sup>e</sup> siècle reste à faire. Les matériaux que nous présentons sur la région de Montréal peuvent montrer dans quelles directions pourrait s'orienter la recherche en ce domaine étant donné la richesse des données recueillies.

La région de Montréal constitue l'une des régions agricoles les plus importantes du Québec au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Jusqu'en 1871, la majorité de la popu-

lation du Québec se concentre à l'intérieur du territoire seigneurial compris entre Québec et Montréal.

## II. La différenciation des paysans montréalais au XIX<sup>e</sup> siècle

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les archives notariales montrent que la paysannerie québécoise dans son ensemble et celle de la région de Montréal en particulier ne constitue déjà plus un groupe homogène : elle comprend plusieurs couches économiques distinctes. La commercialisation du blé a rendu possible une différenciation progressive des paysans. Cette différenciation se manifeste dans tous les aspects constitutifs de la condition économique paysanne : la quantité de terre possédée, la grandeur de la capitalisation, le fonds de consommation, les moyens de production, l'épargne et l'endettement.

Ce processus s'amorce à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et s'accroît dans les années 1820. Le fait de la différenciation de la paysannerie est inséparable de sa mesure empirique. Pour mesurer empiriquement l'importance de ce phénomène, il faut disposer de données quantifiables sur l'avoir paysan et être capable d'en estimer la valeur. Les inventaires après décès font non seulement l'énumération de tous les biens meubles et immeubles possédés par les paysans mais les estiment en valeur monétaire. À ce titre, ils constituent une source d'illustration privilégiée du processus de différenciation de la paysannerie.

L'inégalité entre les paysans s'installe à partir de la terre et des moyens de production. Les indices de mesure de la différenciation doivent en tenir compte. Trois indices de la différenciation donnent un portrait global des inégalités entre les paysans : la quantité de terre possédée, l'avoir brut et les dettes. L'avoir brut comprend trois éléments : la valeur totale du fonds de consommation, des moyens de production et des créances. Combiné à la superficie possédée et aux dettes, il mesure la richesse des fermes.

À partir des indices choisis, on peut distinguer trois couches de paysans : les paysans pauvres, les paysans moyens et les paysans aisés. À cause des fluctuations dans l'usage du numéraire au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, nous avons utilisé les mêmes catégories pour la première moitié et la seconde moitié du siècle en établissant une correspondance entre les deux sortes de monnaies utilisées. La première moitié du siècle se caractérise par la coexistence de la monnaie française et de la monnaie anglaise chez les paysans. Au cours du dernier quart du siècle, le dollar canadien apparaît et demeure convertible en monnaie française ou anglaise. Pour simplifier l'exposé, nous distinguerons les catégories de paysans en termes d'unité monétaire.

Ainsi, les *paysans pauvres* ont un avoir brut de 1 000 unités monétaires ou moins et une superficie moyenne inférieure à 90 arpents. Les *paysans aisés* ont

un avoir brut supérieur à 3 001 unités monétaires et une superficie moyenne supérieure à 150 arpents. Entre ces deux couches nettement distinctes et homogènes, se situent les *paysans moyens* dont les caractéristiques sont intermédiaires : un avoir brut entre 1 001 et 3 000 unités monétaires et une superficie moyenne se situant entre 90 et 150 arpents. Ils constituent une couche hétérogène et instable qui se rapproche tantôt des paysans aisés, tantôt des paysans pauvres tout en conservant des caractéristiques intermédiaires.

### 1. DIFFÉRENCIATION DES PAYSANS MONTRÉLAIS, 1800-1854

Jusqu'en 1854, le régime seigneurial constitue le cadre juridique des rapports de production dans l'agriculture. La terre appartient au seigneur qui la concède contre redevances aux paysans. Au cours de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, on assiste à une transformation progressive du rapport de production seigneurial qui prend la forme de l'appropriation capitaliste de la terre par les seigneurs et un mouvement de hausse rapide des redevances seigneuriales à payer pour conserver le droit d'usage de la terre. Pendant une brève période, la commercialisation du blé suscite un développement de l'agriculture et du commerce colonial. Le déclin des rendements du blé et la perte de débouchés extérieurs amènent une reconversion du commerce colonial dans le commerce du bois et la stagnation de l'agriculture. C'est dans un tel contexte qu'on peut situer le processus de différenciation interne chez les paysans montréalais. La situation des couches moyennes et pauvres se détériore et il se constitue une couche de paysans aisés. La superficie moyenne des terres diminue de 37% chez les paysans pauvres et de 47% chez les paysans moyens en même temps que leurs dettes augmentent respectivement de 124% et de 458%. Par contre, la situation des paysans aisés s'améliore de façon notable : ils augmentent de 39% la superficie moyenne de leurs terres et ils ont deux fois plus de créances que de dettes vers 1854. Les paysans moyens et pauvres vivent sur des parcelles de plus en plus étroites mais les paysans aisés ont agrandi leur patrimoine.

La prédominance du blé dans l'économie a accentué l'écart entre les paysans. La fertilité différentielle des terres à blé a favorisé l'émergence d'une couche de paysans aisés qui disposent d'un surplus important à commercialiser. Les paysans moyens et pauvres contribuent faiblement à la commercialisation du blé à cause de leurs faibles surplus et, au moment du déclin des rendements, ne peuvent plus approvisionner le marché. L'inégalité entre les paysans aisés et pauvres s'accroît et les paysans moyens, plus proches des paysans aisés à la fin du XVIII<sup>e</sup>, se sont rapprochés des paysans pauvres durant la première moitié du XIX<sup>e</sup>.

La situation des paysans pauvres se détériore au niveau du fonds de consommation, des moyens de

production, de la superficie des terres et de l'endettement. Ils disposent de moins de réserves alimentaires vers 1850 que vers 1800 parce que leur production a diminué et qu'ils sont plus dépendants du marché pour leur subsistance. De plus, leurs conditions de vie se détériorent durant la décennie 1820-1830 de sorte qu'ils diminuent leur consommation de pain et de viande. La valeur de leurs moyens de production baisse de 73% : ils ont peu d'instruments de travail qui sont peu diversifiés et de piètre qualité ; ils élèvent moins d'animaux. La superficie moyenne des terres passe de 81 à 74 arpents et la superficie cultivée de 32 à 27 arpents pour ce groupe. Il existe donc un processus de dépossession progressive du paysan pauvre en terre et en moyens de production qui connaîtra son achèvement avec la prolétarianisation complète et l'exode vers les États-Unis au cours de la dernière moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

Les paysans moyens sont plus nombreux mais comme les paysans pauvres, leur situation se détériore au niveau du fonds de consommation, des moyens de production, de la superficie des terres et de l'endettement. Ils conservent toutefois une position intermédiaire entre les paysans pauvres et aisés même s'ils ont tendance à se rapprocher des paysans pauvres et à s'éloigner des paysans aisés. La superficie moyenne des terres enregistre la plus forte diminution : la superficie totale baisse de 47% et la superficie cultivée de 12%. Ils ont moins de terre, en cultivent une superficie réduite mais pratiquent un mode plus intensif de culture car le rapport de la superficie cultivée à la superficie totale passe de 36% à 68%. Au cours des années 1820, les seigneurs de la région de Montréal ne concèdent pratiquement plus de nouvelles terres de sorte que la proportion des paysans moyens ayant moins de 90 arpents passe de 43% à 80%. Malgré cette situation, les paysans moyens s'en tirent en exploitant plus intensément leurs terres cultivées à plus de 50% de leur superficie. Ils obtiennent donc, sur des terres de dimension analogue à celles des paysans pauvres, des rendements plus élevés car ils disposent de plus de moyens de production pour les cultiver. La contribution de ce groupe de paysans à la commercialisation du blé décroît quand leurs surplus s'amenuisent par suite du déclin des rendements. L'accroissement de leur endettement au cours de la période témoigne de leur situation précaire : la valeur de leurs dettes s'accroît de 194% en termes réels.

Les paysans aisés connaissent une amélioration notable de leur situation au niveau de la valeur des moyens de production, de la superficie des terres et des créances. Ils s'adonnent à l'élevage des bovins et des moutons et disposent en moyenne de six chevaux par ferme. La valeur de leurs instruments de travail et de leurs moyens de transport s'accroît et ils disposent d'instruments aratoires à traction animale. La superficie moyenne de leurs terres augmente de 28% et se

situe à 195 arpents vers 1854. La superficie cultivée augmente de 53%, passant de 45 à 69 arpents. L'intensité du travail augmente et le rapport de la superficie cultivée à la superficie totale passe de 33% à 43%, ce qui est toutefois inférieur à l'intensité de travail des paysans moyens sur leurs terres.

Les paysans aisés ont une capacité productive supérieure à la moyenne, et ils ont fortement amélioré leur situation à cet égard par rapport aux paysans moyens qu'ils dépassent de 131% vers 1850. Au cours de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, ils disposent de 62% de la valeur des réserves alimentaires et vers 1850, ils disposent de 72% de leur valeur totale. Avec 25% des effectifs, les paysans aisés disposent de 72% de la valeur des réserves alimentaires en 1850. Avec 75% des effectifs, les paysans moyens et pauvres n'en ont que 38% de la valeur totale. Ils ont de plus grandes superficies et ont des rendements plus élevés parce qu'ils peuvent investir pour améliorer leurs terres.

Au niveau des dettes, leur endettement compte pour 20% de leur avoir brut, ce qui est relativement faible comparé aux paysans moyens et pauvres endettés à plus de 75% de leur avoir brut. C'est au niveau des créances que la différence entre les trois couches de paysans est la plus marquante : chez les paysans pauvres et moyens, les créances sont inférieures à 100 unités monétaires ; chez les paysans aisés, celles-ci sont en moyenne supérieures à 4800 unités monétaires. Si l'on compare le rapport entre les créances et les dettes entre les trois couches de paysans, la différence est de l'ordre de l'inversion : les paysans moyens et pauvres ont respectivement 7 et 24 fois plus de dettes que de créances ; les paysans aisés ont trois fois plus de créances que de dettes. Ils disposent d'une épargne qu'ils peuvent investir dans le prêt sur intérêt.

La différenciation de la paysannerie en trois couches distinctes débute avec la commercialisation du blé à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et s'accroît dans les premières décennies du siècle suivant quand déclinent les rendements agricoles. L'orientation du commerce colonial vers le commerce du bois conduit les seigneurs à refuser de concéder les terres neuves de leur seigneurie. Cette politique a des effets différentiels chez les paysans : les paysans pauvres qui ne disposent pas des ressources nécessaires pour établir leurs fils en sont les principales victimes, ils sont contraints de morceler leurs terres en parcelles étroites. Les paysans aisés réagissent différemment : ils concentrent entre leurs mains de plus en plus de terres parce qu'ils disposent d'une épargne provenant des surplus de production qu'ils vendent sur le marché. Ils achètent des terres, font des investissements pour les rendre plus productives et prêtent leur épargne aux paysans moyens et pauvres. Les paysans moyens réagissent contre le morcellement en s'endettant lourdement pour acheter des terres.

Distincts par l'avoir mobilier et immobilier, les paysans le sont aussi par l'endettement et les créances. Si les paysans en général sont endettés, certains le sont plus que d'autres ; certains deviennent de perpétuels débiteurs et passent la majeure partie de leur vie productive à contracter et à payer leurs dettes, d'autres jouent le rôle de créancier.

Cette période se caractérise donc par une tendance au renforcement des extrêmes au sein de la paysannerie. Une couche de paysans aisés s'affirme et accentue sa différence avec les autres couches de paysans pour se rapprocher de la petite-bourgeoisie rurale au cours du second quart du XIX<sup>e</sup> siècle. Sa situation est toutefois ambiguë en rapport avec le régime seigneurial : en tant que paysans, ils ont plus de terres et paient des rentes élevées. Mais, ils disposent d'un important surplus de production qu'ils investissent dans l'acquisition et l'amélioration de leurs terres. Leur endettement est de nature différente, il s'agit en fait d'un investissement dans la production agricole. Par leurs prêts aux autres paysans, ils deviennent les principaux usuriers des campagnes. Politiquement et idéologiquement, ils se rapprochent de la petite-bourgeoisie rurale dont ils ont adopté l'idéologie nationaliste et le programme politique dans les années 1820. Somme toute, ils profitent du régime seigneurial qui leur permet de consolider leur position comme gros producteurs et comme usuriers.

La position économique des paysans pauvres se détériore de façon continue de sorte que vers 1850 une partie importante de leurs effectifs est effectivement prolétarisée par manque d'accès à la terre. Ils ont perdu les moyens d'acquérir de la terre et des moyens de production et leur endettement les place dans une position de plus en plus marginale dans l'agriculture. Ils s'endettent pour subsister parce qu'ils ne peuvent plus vivre de l'agriculture sur leurs étroites parcelles et ils ne réussissent plus à établir leurs fils dans l'agriculture parce que la terre, jusque là gratuitement concédée par les seigneurs, n'est plus accessible.

Les paysans moyens subissent une détérioration analogue de leur situation. Ils constituent la majorité des paysans et se débattent dans des difficultés économiques nombreuses. Ils sont les plus endettés et les plus dépendants des usuriers des campagnes parce que l'achat de terre est essentielle à leur survie dans l'agriculture.

## 2. DIFFÉRENTIATION ET DÉCOMPOSITION DE LA PAYSANNERIE DE 1854 À 1904

La crise agricole des années 1830 a entraîné un repliement vers les cultures de subsistance comme le foin, l'avoine et la pomme de terre qui, en 1850, ont presque complètement supplanté la culture du blé. De 1854 à 1875, les prix agricoles sont à la hausse, ils sont à la baisse après 1875 pour la plupart des produits agricoles. La région de Montréal en particulier se

caractérise par une agriculture de subsistance faiblement commercialisée. La mécanisation et la spécialisation vers l'industrie laitière apparaissent au cours du dernier quart du siècle.

La position économique de l'ensemble des paysans se détériore au niveau des terres, des moyens de production et des dettes en raison du déclin des productions commercialisables, du repliement vers les cultures de subsistance et de la surpopulation du territoire seigneurial. La différenciation de la paysannerie se poursuit et aboutit à l'expulsion des extrêmes hors de l'agriculture. Les paysans pauvres n'ont plus de terres, ils deviennent journaliers, s'exilent vers les États-Unis ou vont constituer une nouvelle paysannerie pauvre dans les régions de colonisation comme les Laurentides, la Gaspésie et le Lac St-Jean. Une partie des paysans aisés quitte l'agriculture pour devenir rentier parce que le prêt sur hypothèque aux autres paysans est plus avantageux que l'agriculture. Il se produit une nouvelle différenciation parmi les paysans qui sont demeurés dans l'agriculture : les paysans aisés qui sont demeurés dans l'agriculture se sont rapprochés des paysans moyens ; les paysans moyens forment une couche hétérogène et instable et les paysans pauvres connaissent une détérioration accentuée de leur situation. Le contexte économique défavorable à l'agriculture du Bas-Canada conduit donc à l'expulsion des paysans pauvres et aisés hors de l'agriculture, les uns devenant des prolétaires, les autres des petits-bourgeois. La paysannerie moyenne demeurée dans l'agriculture est de plus en plus dépendante et endettée.

De 1854 à 1875, par suite d'une forte émigration des paysans, artisans et journaliers vers les États-Unis et les régions de colonisation, la pression démographique sur les terres diminue : la superficie moyenne des terres augmente de 24% pour se situer à 123 arpents, elle diminue ensuite de 20% de 1876 à 1904.

L'émigration atteint un sommet entre 1862 et 1871 avec une moyenne de 22 145 émigrants par an (Hamelin et Roby, 1975:335). Entre 1857 et 1901, on a estimé que 857 718 personnes ont quitté le Québec pour les États-Unis ou les autres provinces du Canada, en moyenne 17 034 personnes par année. Dans la région de Montréal, la plus fortement touchée par la crise agricole et la surpopulation des seigneuries, on peut estimer que 28 328 personnes ont émigré entre 1851 et 1901, en moyenne 585 personnes par année<sup>2</sup>. Les terres de ceux qui partent sont rachetées par les autres pour agrandir leurs parcelles et établir leurs fils. La superficie moyenne des terres du paysan pauvre et du paysan moyen augmente. Avant 1850, le paysan pauvre ne possédait plus que 74 arpents, il en possède 91 vers 1875 et 85 au début du XX<sup>e</sup> siècle. Inférieure à 100 arpents avant 1850, la superficie des terres du paysan moyen passe à 146 arpents vers 1900. Les paysans aisés ont connu le même mouvement



d'augmentation et de diminution subséquente : supérieure à 190 arpents vers 1850, la superficie moyenne de leurs terres passe à 242 arpents vers 1875 pour revenir à 191 arpents vers 1900.

La situation conjoncturelle qui prévaut durant le dernier quart du siècle (crise économique, restriction du marché intérieur, baisse des prix agricoles) entraîne un repli sur l'agriculture de subsistance pour toutes les couches de la paysannerie et une réduction générale du revenu paysan. Dans ce contexte, on constate un maintien de l'écart entre les paysans pauvres et moyens mais une affaiblissement des écarts entre les paysans moyens et aisés. Cette situation a pu donner aux historiens l'impression que la paysannerie constituait un bloc homogène. Au niveau politique et idéologique, le modèle de référence devient le paysan moyen. Il est l'interlocuteur privilégié du discours clérical et petit-bourgeois, c'est sur lui que s'appuie la conception agriculturiste de la petite-bourgeoisie et du clergé. Au niveau du discours, il n'existe pas de différenciation de la paysannerie, seule une paysannerie moyenne avec ses écarts de richesse se présente comme un bloc homogène. C'est aussi ce modèle qui inspire l'installation des colons dans les régions de colonisation. On aspire à y installer une paysannerie moyenne libre des servitudes seigneuriales, auto-suffisante et indépendante. En réalité, c'est une paysannerie pauvre qui devra vendre sa force de travail aux compagnies forestières et minières pour subsister.

Pour conclure, la différenciation de la paysannerie durant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle prend une forme spécifique en raison du caractère retardataire et sous-développé de la formation sociale québécoise. La majorité de la population est rurale, vit de l'agriculture et le développement des forces productives y est très faible. Jusqu'en 1880, l'agriculture québécoise a perdu ses marchés extérieurs et le marché intérieur est restreint. Il se produit une décapitalisation accélérée de l'agriculture : depuis 1830, la bourgeoisie marchande, les seigneurs et la petite-bourgeoisie ne considèrent plus l'agriculture comme un débouché rentable et s'en désintéressent, préférant orienter leur épargne vers les activités capitalistes.

Le faible développement industriel et l'absence de marché intérieur ont renforcé la tendance à éliminer les couches extrêmes de l'agriculture par leur exode vers les États-Unis ou d'autres régions pour les paysans pauvres ou vers d'autres secteurs d'activité pour une partie des paysans aisés.

La décapitalisation a surtout atteint les paysans pauvres : ils possèdent de petites terres, ont peu de moyens de production et doivent acheter une partie de leur fonds de consommation sur le marché parce qu'ils ne peuvent produire suffisamment pour leur auto-subsistance. Incapables de se reproduire sur leurs terres, ils vendent leur force de travail pour survi-

vre. Leurs fils deviennent journaliers et s'exilent aux États-Unis ou vers les régions de colonisation parce qu'il devient impossible de leur procurer une terre.

Les paysans aisés disposent d'une capacité productive supérieure à la moyenne et approvisionnent le marché local. Ce marché est toutefois trop restreint pour les stimuler à investir dans l'agriculture. La stagnation de l'agriculture les oriente vers l'usure qui leur fournit un revenu annuel aussi important que l'agriculture elle-même. Ils tendent aussi à sortir de l'agriculture et à se rapprocher de la petite-bourgeoisie par leur mode de vie.

Les paysans moyens demeurent dans l'agriculture et constituent la majorité de la population agricole. Cette couche s'est fortement endettée pour acquérir des terres et dépend des usuriers locaux qui sont les seuls fournisseurs de crédit sur hypothèque. Le remboursement de l'achat de terres monopolise la plus grande partie du revenu net du paysan et il est incapable d'investir pour améliorer le rendement de ses terres. La productivité du travail agricole demeure faible malgré l'introduction des premières machines agricoles à partir de 1860.

La réforme du régime seigneurial a introduit la propriété capitaliste de la terre et l'obligation de son rachat. La terre entre ainsi dans le circuit des marchandises. Le sous-développement industriel du Québec à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle produit deux effets sur la paysannerie : 1. elle se décompose par l'expulsion des extrêmes hors de l'agriculture ; 2. elle maintient une paysannerie moyenne fortement endettée et faiblement capitalisée sur laquelle s'appuie l'expansion de l'usure dans les campagnes.

Pendant la dernière moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les paysans pauvres sont marginalisés et expulsés hors de l'agriculture parce que ce sont les premières victimes de la stagnation de l'agriculture ; les paysans aisés quittent l'agriculture parce qu'ils ne sont plus assurés d'y trouver un rendement intéressant pour leur capital. La paysannerie moyenne qui demeure est hétérogène et subit un processus continu de différenciation à cause de la soumission croissante de l'agriculture au capitalisme qui se manifeste par l'obligation du rachat de la terre pour disposer du fruit de son travail.

La théorie léniniste de la différenciation de la paysannerie, malgré les critiques que nous avons formulées plus haut, est celle qui permet de révéler le phénomène de la différenciation de la paysannerie et ses mécanismes spécifiques. En raffinant les méthodes de mesure de ce phénomène, nous avons pu démontrer comment elle s'est développée au Québec au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. On pourrait appliquer la même méthode pour l'étude des agriculteurs contemporains si l'on dispose de sources valables de données.

La différenciation constitue un phénomène interne à la paysannerie qui est influencé par la situation générale de l'agriculture dans une formation



sociale. Pour l'étudier, il faut tenir compte de l'interaction entre les facteurs externes et internes. La différenciation se produit selon une forme, un rythme et une orientation distincte en raison de la situation économique générale.

#### NOTES

1. Ce courant théorique regroupe les anthropologues et sociologues ruraux fonctionnalistes américains comme Redfield et Shanin, français comme Henri Mendras et québécois comme Gérard Fortin, Michel Verdon, Léon Gérin, Jean-Charles Falardeau, Philippe Garigue.

2. Ces calculs ont été faits par une estimation du manque de population si la croissance de la population s'était maintenue dans la région.

#### RÉFÉRENCES

- ANCTIL, Pierre  
1975 Le mode de production marchand et la parenté: un cas historique québécois, St-Vallier de Bellechasse, Thèse de Maîtrise, Université Laval.
- CHAYANOV, A.V.  
1966 The Theory of Peasant Economy, Thorner et al. (eds.), Illinois, Irwin Inc.
- ENNEW, J., HIRST, P. et TRIBE, K.  
1977 Peasantry as an Economic Category. The Journal of Peasant Studies, 4 (4): 295-323.
- FALARDEAU, J.C.  
1964 Socio-cultural Changes in an Agricultural Parish. In Rioux et Martin (eds.), French Canadian Society, Carleton Library: 106-123.

- FORTIN, Gérard  
1964 The Changing Social Structure of Contemporary French Canadian Society, In Rioux et Martin (eds.), French Canadian Society, Carleton Library: 86-106.
- GÉRIN, Léon  
1898 L'habitant de St-Iréné, Montréal.
- KERBLAY, Basil  
1977 A.V. Chayanov: Life, Career and Works, In Chayanov A.V., (ed.), The Theory of Peasant Economy.
- HAMELIN, J. et OUELLET, F.  
1966 Le mouvement des prix agricoles dans la province de Québec: 1760-1851, In Galarneau et Lavoie, le Canada-français et la France du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle: 35-44.
- HAMELIN, J. et ROBY, Y.  
1975 Histoire économique du Québec: 1851-1896, Montréal, Fides.
- HARRISON, Mark  
1977a The Peasant Mode of Production in the Work of A.V. Chayanov, The Journal of Peasant Studies, 4 (4): 323-336.  
1977b Resource Allocation and Agrarian Class Formation: The Problem of Peasant Mobility among Russian Peasant Households, 1880-1930. The Journal of Peasant Studies, 4 (2): 127-162.
- MENDRAS, Henri  
1978 Société rurale et culture paysanne. Paris, Seuil.
- REDFIELD, Robert  
1965 Peasant Society and Cultures. Chicago, University of Chicago Press.
- SHANIN, Téodor  
1971 Peasants and Peasant Societies. New York, Penguin Books.
- THORNER, D.  
1966 Chayanov's Concept of Peasant Economy, In Chayanov, A.V. (ed.), The Theory of Peasant Economy, Homewood, Illinois, Richard D. Irwin Inc.: XI-XXV.

#### ERRATUM

*Une erreur systématique s'est glissée dans l'article de Madame Lise Pilon-Lé : il faut lire différenciation partout où l'on voit différenciation, cette dernière orthographe étant réservée au vocabulaire des mathématiques. Le lecteur aura rectifié de lui-même.*